

BILAHARI KAUSIKAN

Ambassadeur itinérant et conseiller politique au ministère des Affaires étrangères de Singapour

Dominique MOÏSI, conseiller spécial, Ifri

We move now to Asia and we will start with the most Asian of countries, Singapore. Bilahari, you have the floor.

Bilahari KAUSIKAN, ambassadeur itinérant et conseiller politique au ministère des Affaires étrangères de Singapour

Je serai très bref, mais je souhaite revenir sur certains points qui ont été soulevés durant nos discussions sur l'Asie de l'Est lors de cette conférence. Je voudrais souligner trois points. Premièrement, comment comprenons-nous et décrivons-nous l'Asie de l'Est aujourd'hui ? Lors de cette conférence, l'Asie a souvent été décrite comme étant divisée en deux blocs. Le bloc RCEP (Partenariat économique régional intégral) conduit par la Chine et le bloc TPP (Partenariat transpacifique) conduit par les Etats-Unis.

Cette description est au mieux une caricature, et se révèle en fait extrêmement trompeuse. Le schéma est bien plus complexe. Le RCEP est une initiative de l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est) et non une initiative de la Chine. Tous les alliés américains en Asie de l'Est sont membres du RCEP, y compris l'Inde. Le TPP compte un nombre substantiel de membres qui sont étroitement liés à la Chine, via des accords de libre-échange (ALE) bilatéraux ou régionaux. Il convient de rappeler ici les origines du TPP.

Il s'agissait au départ d'une initiative et d'un petit accord de libre-échange entre les petites économies de l'APEC (Coopération économique pour l'Asie-Pacifique), à savoir Singapour, Brunei, le Pérou et la Nouvelle-Zélande. Nous avons lancé cette initiative car nous pensions qu'une zone de libre-échange à l'échelle de l'APEC était une vision trop ambitieuse. Nous avons donc convaincu les Etats-Unis de se joindre à nous. D'ailleurs, les Etats-Unis étaient très réticents au début à l'idée que le Japon en fasse partie, étrange mais véridique. Entre-temps, les Etats-Unis, sous l'administration de George W. Bush, ont proposé un accord de libre-échange de l'Asie-Pacifique. Cette idée a été reprise par la Chine l'an dernier à l'occasion de la réunion de l'APEC à Pékin. Il est clair que le schéma est relativement complexe. Si je puis me permettre d'inverser un proverbe chinois, « il peut y avoir différents lits, mais il n'y a qu'un seul rêve » d'accord de libre-échange pour l'APEC.

J'en viens maintenant au deuxième point. Il est vrai que tout ceci intervient dans le contexte des relations sino-américaines. Ces relations jouent un rôle déterminant dans notre région et, sans doute d'ici peu, dans le monde entier. Là encore, ces relations ne doivent pas être appréhendées de façon simpliste. Il existe certes des dichotomies simplistes telles que le déclin des Etats-Unis et l'essor de la Chine, ou les Etats-Unis en tant que puissance de statu quo et la Chine en tant que puissance révisionniste. Elles simplifient à l'extrême une réalité bien plus complexe. Comme chacun sait, les changements dans la répartition de la puissance sont relatifs et non absolus. Il se peut qu'il y ait au final un plus grand équilibre militaire, et en particulier naval, en Asie de l'Est, mais ce n'est pas comme si les Etats-Unis allaient disparaître à jamais de la région.

En fait, même si les Etats-Unis venaient à disparaître, je ne pense pas que la Chine considérerait que ce changement est dans son intérêt. La conséquence presque immédiate serait un Japon nucléarisé et c'est une complication dont les Chinois ne veulent pas. Les Etats-Unis et la Chine sont comme toutes les grandes puissances. Vous m'excuserez, car c'est peut-être le constat amer d'un petit pays, mais toutes les grandes puissances sont révisionnistes quand ça les arrange. Elles défendent le statu quo quand ça les arrange. Les Etats-Unis et la Chine ne font pas exception. Il existe de nombreux exemples, mais je n'entrerai pas dans le détail.

Les Etats-Unis et la Chine sont en quête d'un nouveau *modus vivendi* en Asie de l'Est, d'un nouvel équilibre. Il faudra plusieurs décennies, et non pas quelques années, pour y parvenir et cette situation n'a rien de confortable, pour l'un comme pour l'autre. Pour l'heure, les Etats-Unis et la Chine ne savent pas ce qu'ils attendent l'un de l'autre. Cependant, ce processus comporte des éléments reposant à la fois sur la compétition et la coopération, et cela vaut aussi pour la question hautement sensible de la mer de Chine méridionale. Vous savez tous que les Etats-Unis, au nom de la liberté de navigation, ont envoyé des navires patrouiller dans la zone des 12 milles nautiques de ces îles artificielles construites par les Chinois dans la mer de Chine méridionale.

Il y avait là une grande dose de bravade, mais également un autre aspect dont on n'a peu parlé. Comme on pouvait s'y attendre, la Marine de l'Armée populaire de libération (APL) a envoyé un navire pour intercepter et suivre le navire américain. Cependant, le navire de la Marine chinoise s'est conformé en tous points au Code pour les rencontres non planifiées en mer convenu entre les Etats-Unis et la Chine l'an dernier. Autrement dit, c'est quelque chose qui sera ritualisé.

Bien entendu, il se peut qu'un accident survienne. Mais je ne pense pas qu'il y aura un conflit intentionnel. Si accident il y a, je parierais n'importe quoi, si j'étais un parieur, que les deux parties mettraient tout en œuvre pour le contenir. Les Chinois seraient probablement les plus motivés car leur priorité absolue est le maintien du régime communiste. Ils savent que tout conflit sérieux avec les Etats-Unis mettrait immédiatement en péril le régime.

J'en viens enfin au dernier point. Que font les pays qui, comme nous, vivent dans ces conditions d'incertitude stratégique ? Je sais en tout cas ce que nous ne faisons pas, et c'était implicite dans certaines des discussions auxquelles nous avons assisté durant cette réunion. Nous ne prenons pas parti et il n'est pas question de choisir l'un ou l'autre camp. La question stratégique qui se pose à nous est la suivante : comment éviter d'être contraints de faire des choix difficiles ? Comment garder le plus d'options ouvertes, même si nous penchons pour un camp ou pour l'autre et comment maintenir les meilleures relations possibles avec toutes les grandes puissances ?

L'un des outils clés dont nous disposons en Asie du Sud-Est est notre organisation régionale, l'ASEAN. Celle-ci est actuellement soumise à des fortes pressions. Hier, en Malaisie, les dirigeants de l'ASEAN ont annoncé le lancement formel d'une communauté de l'ASEAN. C'est un terme trop fort, un terme que nous avons emprunté à l'Union européenne avant que tous les défauts de la construction européenne n'apparaissent au grand jour, mais nous devons faire avec. L'ASEAN est une organisation interétatique et si la communauté implique la supranationalité, cela ne figure au programme d'aucun pays. Par conséquent, les principaux enjeux pour nous ne sont pas ces complexités externes. Les principaux enjeux se situent au sein même de l'ASEAN, dans les changements politiques que connaissent actuellement des membres clés de l'ASEAN. Nous pourrions développer ce point un peu plus tard.